

Situation financière des ménages

Les Québécois s'endettent, mais accumulent aussi des éléments d'actif

Plusieurs études publiées récemment sur la situation financière des ménages ont fait le point sur leur endettement. Celles-ci ne présentaient toutefois qu'un seul côté de la médaille car les éléments d'actif accumulés au fil du temps n'étaient pas pris en considération.

Par Hélène Bégin, économiste, Mouvement Desjardins

Plusieurs questions, demeurées en suspens, ont été éclaircies depuis. Est-ce que l'augmentation des dettes des Québécois s'est appuyée sur une hausse de leur actif? Leur situation globale est-elle plus à risque qu'au début des années 2000? Le nombre de ménages susceptibles d'avoir du mal à respecter leurs engagements financiers s'est-il accru au fil des ans?

Les données de l'enquête Canadian Financial Monitor d'Ipsos Reid ont permis de brosser un portrait complet de la situation financière des ménages au Québec en 2010. Environ 30% des ménages ne détiennent aucune dette dans

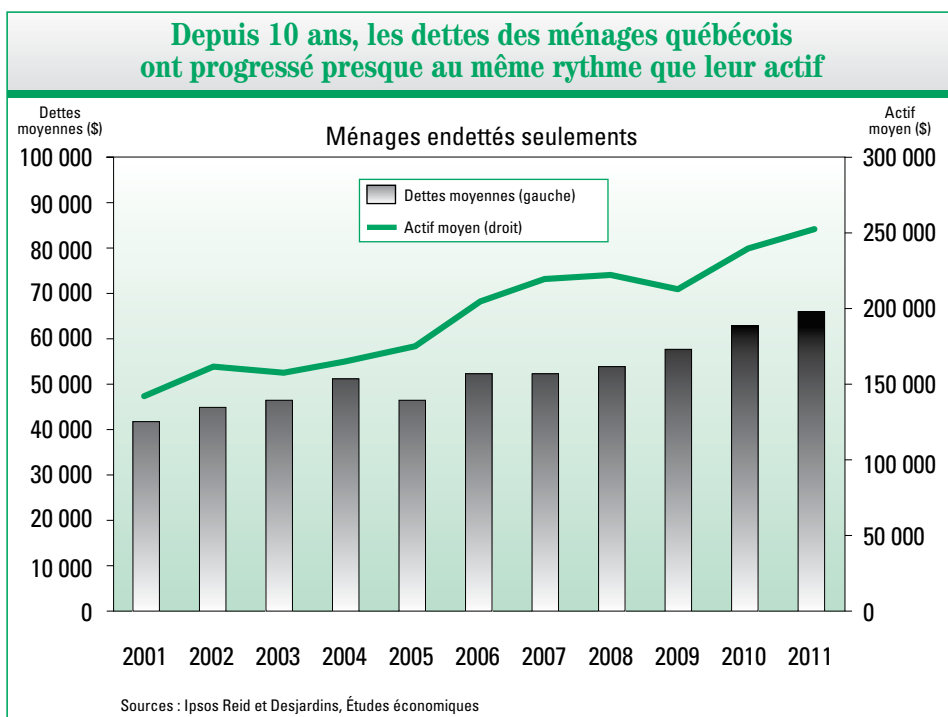
la province, alors que 70% des ménages ont recours à l'emprunt. Afin de mieux évaluer dans quelle mesure ces ménages endettés sont susceptibles d'avoir de la difficulté à respecter leurs engagements, il faut considérer non seulement les dettes contractées, mais aussi leur actif. Les emprunts se situaient, en moyenne, autour de 65 000\$ par ménage en 2010 alors qu'ils avoisinaient plutôt 40 000\$ en 2000. Il s'agit d'une hausse de près de 60% en dix ans. Par ailleurs, l'actif total des ménages endettés atteignait une moyenne de 145 000\$ au début de la décennie, puis a progressé jusqu'à 250 000\$ l'an dernier, ce qui représente un bond de plus de 70%.

La valeur de l'actif financier détenu sous forme de comptes chèques et d'épargne et selon les types de placements (obligations et autres placements garantis, certificats de placement garanti, fonds mutuels et actions) a pourtant augmenté modérément, passant d'une moyenne de 45 000\$ au début de la décennie à plus de 70 000\$ en 2010. Les avoirs comprennent à la fois les éléments d'actif financiers et non financiers tels que les résidences, les véhicules, les meubles et les biens personnels. L'ascension du prix moyen des propriétés, qui est passé d'environ 110 000\$ en 2000 à près de 250 000\$ l'an dernier, est donc le principal élément qui explique à la fois la progression des emprunts et celle des avoirs non financiers des ménages.

Plus le poids des dettes d'un ménage est élevé, plus le ménage est sensible à certains événements qui peuvent influencer la valeur de ses avoirs. Une dévaluation subite et persistante de la valeur de ses éléments d'actif, comme une chute du prix des maisons ou une correction des marchés boursiers, peut parfois entraîner d'importantes difficultés financières pour certains ménages. D'autres situations, telle une maladie grave ou une perte d'emploi, susceptibles d'affecter les revenus du ménage touché peuvent provoquer une détérioration du bilan des particuliers. Finalement, une augmentation subite des taux d'intérêt, qui alourdit le poids des dettes, peut aussi s'avérer un déclencheur de problèmes financiers.

Zone d'inconfort et seuil critique

Le ratio de la dette à l'actif (RDA) permet de déterminer dans quelle mesure les ménages ont de quoi couvrir leurs dettes par leur actif. Ceux qui ont contracté des emprunts sans avoir de garantie suffisante





peuvent être plus vulnérables d'un point de vue financier. Selon une récente étude de Statistique Canada, un ratio de 0,8 ou de 80 % est considéré comme élevé. Au-delà de ce seuil, les ménages entrent dans une zone d'inconfort. Dans l'ensemble, le poids des dettes des ménages par rapport à leur actif est demeuré soutenable depuis dix ans au Québec puisqu'il a évolué dans une fourchette allant de 0,2 à 0,3. La baisse de la valeur des avoirs financiers en 2008, à la suite de l'éclatement de la crise financière, a toutefois fait remonter momentanément le ratio de la dette à l'actif. Pour l'ensemble des ménages endettés, l'effet de la correction boursière a donc été contenu. Les ménages les plus vulnérables ont toutefois encaissé le choc plus violemment.

Quel est le seuil critique pour ce ratio (RDA), c'est-à-dire le niveau qui entraîne

généralement des difficultés financières importantes? Selon les statistiques sur l'insolvabilité du Bureau du surintendant des faillites (BSF), les consommateurs québécois qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers pour régler leurs dettes ont habituellement des dettes deux fois plus élevées que leur actif. Cela ne veut pas nécessairement dire que les ménages dans cette catégorie éprouvent tous des difficultés financières, mais ceux qui se retrouvent en situation d'insolvabilité ont en général deux fois plus de dettes que d'actif.

85 % des ménages endettés ont un actif suffisant

Au-delà de la tendance générale du ratio dettes/actif, c'est la répartition de celui-ci qui permet de mieux cibler la proportion de ménages qui pourraient manquer à leurs engagements. La très grande majo-

rité des ménages québécois, soit environ 85 %, se situent dans la zone de sécurité financière ($RDA < 0,8$), ce qui est plutôt rassurant. Environ 1,9 million de ménages sont dans cette situation. La part des ménages qui franchit la zone d'inconfort ($RDA \geq 0,8$ et ≤ 2) est toutefois considérable, soit 11 %, et mérite une attention particulière. Ceux dont le RDA est égal ou supérieur au seuil critique de 2 sont nettement minoritaires. Plus précisément, 4,2 % des ménages excédaient ce seuil d'insolvabilité en 2010 comparativement à 7,6 % en 2000. La proportion de ménages à risque est donc moins élevée qu'il y a dix ans. La perception selon laquelle une part croissante des ménages endettés se trouvent dans une situation financière plus fragile qu'il y a une dizaine d'années au Québec ne tient donc pas la route, du moins lorsque la valeur des dettes et de l'actif est prise en considération.

En résumé, le diagnostic est rassurant à plusieurs égards. D'abord, la forte progression des emprunts des particuliers depuis dix ans s'est appuyée sur une hausse soutenue de la valeur de leur actif. Le ratio dettes/actif (RDA), qui permet de déterminer si l'actif des ménages est suffisant pour limiter les risques de défaut de paiement et ultimement éviter la faillite, a peu fluctué depuis 2000. Le RDA s'est maintenu dans une fourchette restreinte qui correspond à une situation financière globalement saine. Les Québécois se sont bel et bien endettés davantage au cours des dernières années, mais ils ont aussi accumulé des éléments d'actif. Contrairement à la croyance populaire, le bilan financier de l'ensemble des ménages ne s'est pas vraiment détérioré depuis dix ans. ■